

Stratégie de ACED à l'horizon 2030

Mobiliser la connaissance pour promouvoir des emplois
décents, l'égalité des genres et le bien-être.



Dans un monde en mutation rapide et incertain, une planification stratégique rigide perd de son efficacité. Les crises récentes soulignent la nécessité de s'adapter tout en préservant l'identité fondamentale d'une organisation. Le nouveau plan stratégique de ACED se concentre sur des principes fondamentaux et des paramètres généraux, garantissant agilité, réactivité et impact durable.



Table des matières

Notre stratégie en bref	4
Le parcours de ACED jusqu'à présent	6
Le défi que nous adressons : la sous-utilisation des connaissances pour informer les politiques publiques et les pratiques	10
Notre vision et notre mission	16
Nos objectifs stratégiques et notre travail	17
Notre théorie du changement	22
Domaines thématiques prioritaires	24
Approche de mise en œuvre	28
Mesurer notre impact : comment savoir si nous avons réussi ?	31
L'organisation qui assurera la mise en œuvre	34
Nos principes directeurs	37
À propos de ACED	38

Notre stratégie en bref

Le problème

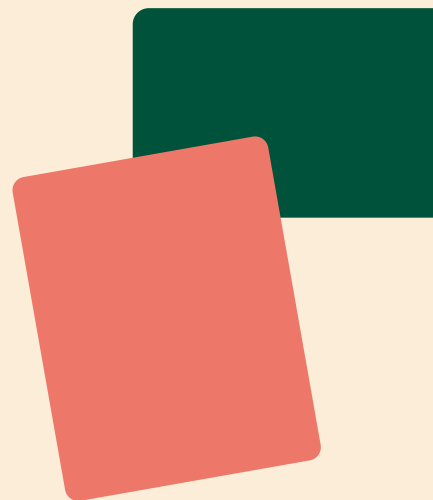
Partout en Afrique, un écart persistant subsiste entre la production de connaissances et leur utilisation effective dans l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des programmes. Ce décalage limite l'efficacité des efforts de développement. Alors que des connaissances pertinentes et opportunes pourraient éclairer des politiques plus justes et améliorer les pratiques, une grande partie des connaissances générées reste insuffisamment connectée aux processus décisionnels. Il en résulte des politiques moins informées, une allocation inefficace des ressources et un ralentissement des progrès vers les objectifs de développement. Trois défis structurants expliquent cette situation : la recherche qui produit ces connaissances ne répond pas toujours aux besoins et priorités locales ; les connaissances produites ne sont pas aisément accessibles aux décideurs qui en ont besoin ; et leur utilisation demeure limitée dans les processus de décision. Comblar ce fossé est indispensable pour renforcer l'impact des politiques publiques et accélérer les transformations sociales, économiques et environnementales sur le continent.

Vision

Une Afrique juste et durable, où la connaissance guide les décisions et oriente le développement.

Mission

Soutenir les décideurs politiques et les praticiens africains dans la conception et la mise en œuvre de politiques favorisant des emplois décents, l'égalité de genre et le bien-être, en rendant les connaissances pour le développement pertinentes, accessibles et appliquées.



Notre travail

Domaines thématiques prioritaires

Pilier 1 : Rendre la recherche pertinente et exploitable

Pilier 2 : Rendre les connaissances accessibles aux acteurs politiques

Pilier 3 : Intégrer les connaissances dans les processus décisionnels

Résultats à long terme



Emplois décents



Égalité des genres



Bien-être

- Politiques et pratiques davantage fondées sur les connaissances
 - Intégration accrue des connaissances dans les interventions en matière de développement.
- Amélioration des processus décisionnels – Renforcement des mécanismes institutionnels pour l'utilisation des connaissances.
- Impact durable dans des domaines thématiques clés – Emplois décents, l'égalité des genres et le bien-être des populations.

Nos principes directeurs

Agilité

Durabilité

Impact

Partenariat

Le parcours de ACED jusqu'à présent

Le Centre africain pour le développement équitable (ACED) a été créé en 2010 au Bénin par trois jeunes étudiants – Olga Abloutan, feu Donald Houessou et Fréjus Thoto – avec pour mission de contribuer à un développement plus inclusif et durable sur le continent. À ses débuts, l'organisation menait principalement des actions directes sur le terrain, notamment en soutenant l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agricole et en mobilisant les communautés autour de l'adaptation au changement climatique.

En 2015, ACED a franchi une étape clé en lançant son premier projet majeur de recherche-action consacré à la pêche continentale, en partenariat avec le Centre for World Food Studies de l'Université libre d'Amsterdam et l'Université d'Abomey-Calavi. Les résultats de ce travail pionnier ont contribué à améliorer les stratégies de gestion des ressources halieutiques, à renforcer la résilience des communautés de pêcheurs et à clarifier le cadre réglementaire régissant la pêche artisanale.

Depuis cette première initiative structurante, ACED a développé et mis en œuvre de nombreux autres projets de recherche-action, consolidant son rôle de passerelle entre la production de connaissances, l'action communautaire et la formulation de politiques publiques favorables au développement équitable.

ACED adopte une approche intégrée et non linéaire qui relie étroitement recherche, politiques publiques et action sur le terrain. Cette démarche répond à un défi

Notre nouveau plan stratégique privilégie des initiatives qui questionnent les pratiques existantes et favorisent des solutions innovantes, concrètes et orientées vers l'impact.

persistant dans les efforts de développement : malgré les investissements considérables consacrés à la recherche, ses résultats demeurent trop souvent éloignés des décideurs et des praticiens. Pour combler cet écart, nous avons mis en place des stratégies intentionnelles visant à faciliter l'appropriation, la diffusion et l'utilisation des connaissances. Par exemple, en constatant le décalage entre les priorités politiques et les résultats scientifiques, nous avons accompagné le gouvernement du Bénin dans l'élaboration d'un programme national de recherche sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, afin de garantir que les futures études répondent mieux aux besoins des politiques publiques et des communautés.

Notre nouveau plan stratégique renforce cette orientation en privilégiant des initiatives qui questionnent les pratiques existantes et favorisent des solutions innovantes, concrètes et orientées vers l'impact. Nous nous attachons ainsi à transformer les résultats de la recherche en améliorations tangibles du développement. Convaincus de la pertinence et du potentiel de transformation de notre approche, nous avons progressivement étendu nos interventions au-delà du Bénin et du domaine des systèmes alimentaires, pour travailler dans d'autres pays africains francophones et sur de nouveaux enjeux, notamment l'emploi, l'égalité de genre et le bien-être.

Au fil de notre parcours, plusieurs enseignements clés ont façonné notre stratégie. Nous avons compris que l'influence sur les systèmes politiques repose sur un engagement patient, continu et ancré dans la durée. Des partenariats inclusifs se sont révélés indispensables pour co-concevoir des solutions durables et adaptées au contexte. Nous avons également appris que la décision publique efficace repose sur une diversité de sources de connaissances — scientifiques, institutionnelles, communautaires et empiriques — renforçant la nécessité

d'écouter et de valoriser des perspectives multiples. Enfin, investir dans notre propre développement organisationnel en renforçant notre modèle financier, en attirant et en fidélisant les talents s'est avéré essentiel pour assurer la pérennité de notre mission et amplifier notre impact.



Des idées à l'impact : ACED au fil du temps



Le défi que nous adressons : la sous-utilisation des connaissances pour informer les politiques publiques et les pratiques

Le chantier inachevé du développement humain

L'Afrique s'est engagée dans deux cadres majeurs de développement : les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Si des avancées importantes ont été enregistrées, de nombreux objectifs restent encore hors d'atteinte. Des contraintes socio-économiques et politiques persistantes, combinées à l'émergence de nouveaux défis, freinent les progrès dans des domaines essentiels tels que l'emploi, l'égalité de genre et le bien-être des populations.

Dans ce contexte, la production et l'utilisation de connaissances exploitables constituent un levier déterminant pour accélérer le développement. Lorsqu'elles sont accessibles, pertinentes et opportunément mobilisées, les connaissances permettent d'éclairer des politiques plus efficaces, d'améliorer les pratiques et de garantir que les interventions répondent aux besoins réels des populations dans des contextes en évolution rapide.

Pourtant, un fossé persistant sépare la production de connaissances et leur utilisation effective par les décideurs et les praticiens sur le continent. Trop souvent,



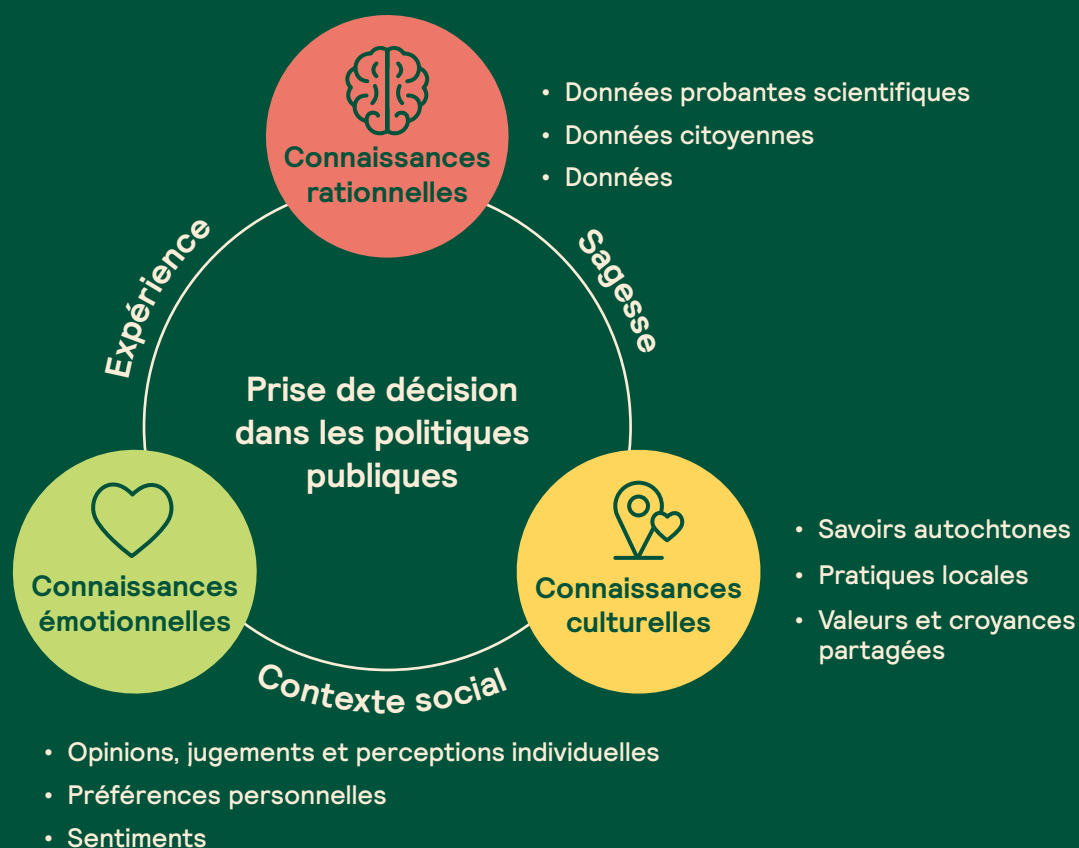
Un fossé persistant sépare la production de connaissances et leur utilisation effective par les décideurs et les praticiens sur le continent.

les recherches disponibles ne sont pas prises en compte dans les choix stratégiques, ce qui conduit à des politiques moins performantes, à une allocation inefficace des ressources et à des progrès plus lents qu'ils ne pourraient l'être. Comblar cet écart est essentiel pour catalyser des transformations durables et inclusives en Afrique.

Les connaissances peuvent aider, mais le système est inefficace

Les connaissances englobent l'ensemble des faits, informations, compétences et compréhensions acquis au fil de l'expérience, de la formation, du raisonnement et des interactions avec l'environnement et les autres. Elles constituent une ressource essentielle, souvent invisible, mais déterminante pour orienter les décisions et renforcer l'efficacité des organisations. Dans les processus décisionnels, différents types de connaissances se complètent et interagissent de manière dynamique : les connaissances culturelles, émotionnelles et rationnelles (voir figure 1). Leur articulation permet de mieux comprendre les enjeux, d'apprécier les contextes et de prendre des décisions éclairées et adaptées.

Figure 1. Le modèle de dynamique des connaissances (adapté de Bratianu et Bejinaru, 2019)¹



Les connaissances culturelles renvoient aux valeurs, normes et pratiques partagées qui façonnent les repères de décision au sein d'un groupe ou d'une société. Les connaissances émotionnelles, quant à elles, découlent des ressentis individuels influencés par des stimuli externes, et orientent perceptions, motivations et jugements. Ces deux formes de connaissances sont tacites : elles sont personnelles, ancrées dans l'expérience, et difficiles à formaliser. À l'inverse, les connaissances rationnelles reposent sur l'analyse logique, la réflexion structurée et

1 Bratianu, C., & Bejinaru, R. (2019). The Theory of Knowledge Fields: A Thermodynamics Approach. Systems, 7(2), 20. <https://doi.org/10.3390/systems7020020>

des informations vérifiables, ce qui les rend explicites et facilement transmissibles.

À ACED, nous reconnaissons la valeur et l'interdépendance de ces trois dimensions de la connaissance. Bien que la rationalité limitée – selon laquelle les décisions reposent sur les informations disponibles à un moment donné – demeure dominante dans l'élaboration des politiques, nous accordons une attention particulière à la manière dont connaissances culturelles et émotionnelles interagissent avec les connaissances rationnelles, en particulier dans les contextes africains. Notre approche inclut donc :

- les connaissances rationnelles, telles que les résultats scientifiques, les données et les retours des citoyens ;
- les connaissances culturelles, incluant les savoirs autochtones, les pratiques locales et les valeurs partagées ;
- les connaissances émotionnelles, qui englobent perceptions, opinions, idées, expériences vécues et jugements.

Cette approche volontairement élargie dépasse la simple mobilisation de données. Elle intègre l'analyse à l'expérience, aux valeurs, aux incitations, à la compréhension du contexte et aux savoir-faire pratiques. En matière de politiques publiques, considérer la connaissance dans toute sa diversité permet d'ancrer les décisions dans la réalité, de mieux tenir compte des dynamiques humaines et de concevoir des solutions plus holistiques, inclusives et adaptées.

Pourtant, malgré leur potentiel, les connaissances restent sous-utilisées dans les processus de développement. Le système actuel privilégie leur production plutôt que



La connaissance dépasse la simple mobilisation de données. Elle intègre l'analyse à l'expérience, aux valeurs, aux incitations, à la compréhension du contexte et aux savoir-faire pratiques.

leur application. Universités, centres de recherche et institutions publiques produisent chaque jour un volume considérable de connaissances – principalement rationnelles – sur le développement en Afrique. Cependant, seule une faible part se traduit en solutions concrètes ou en actions éclairées. Une grande partie des études publiées reste ainsi sans impact direct, faute d'être mobilisée par les décideurs et praticiens qui pourraient transformer ces connaissances en progrès tangibles.

L'inefficacité du système de connaissances découle de trois obstacles majeurs :

Les connaissances ne sont pas pertinentes

- De nombreux chercheurs et producteurs de connaissances travaillent sans collaboration directe avec les décideurs politiques, ce qui rend difficile l'alignement de leurs travaux sur les besoins réels et les cycles politiques.
- Certaines recherches manquent de rigueur ou de fiabilité, ce qui conduit à des conclusions incomplètes, incohérentes ou insuffisamment crédibles pour la prise de décision.
- Les résultats de la recherche ne fournissent souvent pas de recommandations pratiques ou ignorent les contextes locaux, ce qui les rend difficiles à mettre en œuvre.

Les connaissances ne sont pas accessibles

- De nombreuses études de grande qualité sont payantes, publiées en anglais pour un public francophone ou présentées dans un jargon trop technique, ce qui les rend inaccessibles aux décideurs politiques et aux praticiens.



- Une partie des connaissances disponibles (principalement les connaissances culturelles et émotionnelles) sont tacites et donc difficiles à saisir, à formaliser et à intégrer dans des connaissances rationnelles pour éclairer la prise de décision.
- Les connaissances ne parviennent pas toujours aux bonnes personnes, au bon moment et sous la bonne forme, ce qui limite leur impact sur la prise de décision.

Les connaissances ne sont pas utilisées

- Les décideurs politiques et les praticiens manquent d'incitations, de systèmes et de processus leur permettant d'utiliser systématiquement la recherche dans la prise de décision.
- De nombreux décideurs ne disposent pas des compétences ou du soutien nécessaires pour interpréter et appliquer efficacement les connaissances disponibles.

Le besoin urgent d'une nouvelle approche

Dans le contexte actuel, une grande partie des connaissances produites dans les institutions publiques et les centres de recherche reste sous-utilisée, au lieu d'informer les politiques et les pratiques qui pourraient améliorer concrètement la vie des populations. Notre mission est de corriger cette réalité en renforçant l'utilisation des connaissances et en veillant à ce que le savoir serve pleinement à orienter l'action publique et le développement.

Notre vision et notre mission

Vision : Une Afrique juste et durable, où la connaissance guide les décisions et oriente le développement.

Mission : Soutenir les décideurs politiques et les praticiens africains dans la conception et la mise en œuvre de politiques favorisant des emplois décents, l'égalité de genre et le bien-être, en rendant les connaissances pour le développement pertinentes, accessibles et appliquées.



Nos objectifs stratégiques et notre travail

Notre action est centrée sur l'utilisation effective des connaissances, que nous concevons autour de trois dimensions essentielles : pertinence, accessibilité et utilisation. Ces piliers structurent nos objectifs stratégiques et orientent l'ensemble de nos interventions. Ils garantissent que les connaissances ne sont pas seulement produites, mais qu'elles répondent aux priorités des politiques publiques, sont diffusées sous des formes compréhensibles et pratiques, et sont véritablement intégrées dans les processus décisionnels pour améliorer l'action publique et l'impact sur les communautés.

Objectif stratégique 1 : Renforcer la pertinence des connaissances pour le développement

Veiller à ce que la recherche soit en phase avec les besoins réels des décideurs politiques et des praticiens en élaborant des agendas de recherche, en améliorant la qualité de la recherche et en traduisant les résultats en solutions concrètes.

Pilier 1 : Rendre les connaissances issues de la recherche pertinentes et exploitables

Nous travaillons avec les acteurs politiques pour garantir que la recherche réponde aux défis du développement en l'alignant sur les priorités locales et en la traduisant en connaissances pratiques et exploitables.

- **Élaboration des programmes et agendas de recherche :**
nous définissons conjointement avec les décideurs

politiques les priorités de recherche actuelles et futures afin de répondre aux besoins potentiels en matière de connaissances.

- **Renforcer la qualité de la recherche** : nous soutenons l'excellence de la recherche en renforçant les capacités dans ce domaine, en promouvant des approches transdisciplinaires, en intégrant les connaissances locales et en adaptant la recherche à divers contextes.
- **Élaboration de fiches de solutions** : nous créons des résultats exploitables, tels que des fiches de solutions, qui traduisent les résultats de la recherche en recommandations pratiques, en veillant à ce qu'elles soient applicables et adaptées au contexte local.

D'ici 2030 :

- Des processus inclusifs d'établissement des agendas de recherche, impliquant les décideurs politiques, la société civile et les communautés, seront institutionnalisés et détermineront régulièrement les priorités nationales en matière de recherche dans au moins cinq pays.
- ACED aura aidé plus de 10 000 chercheurs à travers l'Afrique de l'Ouest à améliorer la qualité de la recherche grâce à des formations en recherche, en méthodes transdisciplinaires et en transfert de connaissances.
- ACED aura facilité la conclusion d'au moins 50 partenariats stratégiques entre des instituts de recherche et des organismes gouvernementaux, qui auront donné lieu à des résultats de recherche pertinents pour l'élaboration des politiques.

Objectif stratégique 2 : Améliorer l'accessibilité aux connaissances

Éliminer les obstacles à l'accès aux connaissances en simplifiant les résultats de la recherche, en tirant parti de stratégies de diffusion innovantes et en garantissant l'inclusivité dans toutes les langues et tous les formats.

Pilier 2 : Rendre les connaissances accessibles aux décideurs politiques

Nous supprimons les obstacles à l'accès aux connaissances en simplifiant les résultats et en les transmettant aux bonnes personnes, dans les bons formats et au bon moment.

- **Intégrer les connaissances tacites** : nous identifions, documentons et aidons à intégrer l'expérience vécue, le savoir-faire pratique, les valeurs et la compréhension contextuelle des décideurs politiques dans le système actuel de recherche-politique.
- **Simplifier les résultats de la recherche** : nous transformons les recherches complexes en formats clairs et exploitables, tels que des notes d'information, des infographies, des vidéos, des questions-réponses, des podcasts et d'autres supports conviviaux, en garantissant l'inclusivité dans toutes les langues et pour tous les publics.
- **Élargir la portée des connaissances** : nous exploitons des canaux de diffusion innovants, des plateformes numériques aux engagements ciblés, afin de transmettre les connaissances aux bons publics, au bon endroit et au bon moment.

D'ici 2030 :

- ACED aura mis en place un système qui identifie et traduit au moins 50 % des recherches pertinentes dans ses domaines thématiques et géographiques en produits de connaissance conviviaux adaptés aux décideurs politiques de toute l'Afrique de l'Ouest.
- Les produits de connaissance de ACED toucheront au moins 100 000 décideurs politiques dans ses pays prioritaires grâce à un système de diffusion solide et multicanal.

Objectif stratégique 3 : Renforcer l'utilisation des connaissances dans la prise de décision

Soutenir les décideurs politiques et les praticiens dans l'intégration des connaissances dans les politiques et les pratiques grâce à des services de connaissances sur mesure, au renforcement des capacités et au renforcement des systèmes.

Pilier 3 : Intégrer les connaissances dans la prise de décision

Nous créons activement des incitations, développons des capacités, et renforçons des systèmes et des processus favorables à l'intégration des connaissances dans les décisions et les actions.

- **Fournir des services de connaissances à la demande :**
nous analysons où en sont les acteurs politiques dans le cycle politique et leur fournissons des connaissances adaptées en temps opportun pour répondre à leurs besoins et défis spécifiques.

- **Intégrer les connaissances dans les systèmes** : nous collaborons avec les institutions pour mettre en place des systèmes et des routines, créer des incitations, renforcer les capacités et développer des processus qui institutionnalisent l'utilisation des connaissances dans la prise de décision.
- **Démontrer l'impact** : nous étudions et mettons en évidence comment l'application des connaissances conduit à des résultats de développement mesurables.

D'ici 2030 :

- ACED aura mis en place un mécanisme d'assistance technique permanent pour répondre à la demande croissante de connaissances, en soutenant au moins 250 processus politiques grâce à une synthèse rapide et de haute qualité des connaissances et à des services de conseil.
- Au moins 15 institutions gouvernementales dans les pays prioritaires de ACED auront officiellement intégré des mécanismes d'utilisation des connaissances dans leurs processus décisionnels.

Notre théorie du changement

Si nous rendons les connaissances pertinentes, accessibles et applicables par les décideurs, des solutions de développement plus efficaces et plus équitables seront mises en œuvre à travers l'Afrique, améliorant ainsi la vie et les opportunités de tous les citoyens.

Notre raison d'être	Notre travail		Notre impact		
Le problème	Les personnes que nous aidons	Programmes clés	Produits	Résultats à court terme	Résultats à long terme
• L'Afrique est confrontée à d'énormes défis en matière de développement humain dans divers domaines, notamment l'emploi, l'égalité des genres et le bien-être. • Les décideurs politiques et les praticiens africains ont besoin de connaissances pour concevoir et mettre en œuvre des solutions efficaces et équitables. • Bien que les connaissances soient largement produites, leur utilisation pour changer les politiques et les pratiques reste faible.	• Décideurs : les responsables politiques et les praticiens du développement qui s'appuient sur les connaissances pour concevoir des politiques, des programmes et des interventions. • Producteurs de connaissances : chercheurs, groupes de réflexion, universités, institutions de données et communautés locales qui génèrent des connaissances.	• Améliorer la pertinence de la recherche : définir les agendas de recherche, soutenir l'excellence dans la recherche et élaborer des notes de synthèse sur les solutions. • Rendre les connaissances accessibles : simplifier les résultats de la recherche et élargir la portée des connaissances. • Soutenir l'utilisation des connaissances : fournir des services de connaissances à la demande, intégrer les connaissances dans les systèmes et démontrer leur impact.	• Agendas de recherche adaptés aux besoins des décideurs politiques et des praticiens. • Produits de connaissances conviviaux diffusés par le biais de multiples canaux pour une portée et une accessibilité accrues. • Des notes d'information, des notes politiques et des conseils adaptés fournis aux décideurs politiques et aux praticiens. • Mécanismes institutionnels qui favorisent la prise de décision éclairée par les connaissances.	• Pertinence accrue de la recherche : davantage d'études répondent aux besoins des décideurs politiques et des praticiens. • Amélioration de l'accessibilité des connaissances : davantage de décideurs utilisent des résultats de recherche accessibles. • Meilleure assimilation des connaissances : davantage de décideurs politiques et de praticiens utilisent des données probantes dans leur travail.	• Des politiques et des programmes davantage fondés sur les connaissances : intégration accrue des connaissances dans les stratégies de développement. • Amélioration des processus décisionnels : renforcement des mécanismes institutionnels pour l'utilisation des connaissances. • Impact durable dans des domaines thématiques clés : amélioration de l'accès aux emplois décents, de l'égalité des genres et du bien-être grâce à des décisions mieux informées.

Notre raison d'être		Notre travail		Notre impact	
Le problème	Comportements	Intrants			
- Cette situation persiste car les connaissances produites sont souvent - non pertinentes (inadaptées aux besoins politiques et non exploitables), - inaccessibles (cachées derrière des barrières de paiement, dans un jargon technique ou dans une langue inadaptée) et - non utilisées (les décideurs ne disposant pas des incitations, des capacités et des systèmes nécessaires pour les appliquer).	- Les décideurs politiques et les praticiens exigent et intègrent les connaissances dans leurs décisions. - Les chercheurs alignent leurs études sur les besoins politiques et traduisent leurs conclusions en informations exploitables. - Les institutions mettent en place des systèmes et des processus qui facilitent la prise de décision fondée sur des données probantes.	- Expertise en matière de synthèse et de transfert des connaissances. - Partenariats stratégiques avec des institutions de recherche et d'élaboration des politiques. - Ressources financières et techniques pour le renforcement des capacités. - Une solide réputation et une expérience éprouvée dans la mise en pratique des connaissances.			
Réalité actuelle	Mission		Vision		
Des systèmes de connaissances inefficaces qui entravent les résultats en matière de développement.	Soutenir les décideurs politiques et les praticiens africains dans la conception et la mise en œuvre de politiques favorisant de meilleurs emplois, l'égalité de genre et le bien-être, en rendant les connaissances pour le développement pertinentes, accessibles et appliquées.		Une Afrique juste et durable, où la connaissance guide les décisions et oriente le développement.		



Domaines thématiques prioritaires

À ACED, nous concentrons notre action sur trois priorités interdépendantes au cœur du développement humain : l'amélioration de l'emploi, la promotion de l'égalité des genres et le renforcement du bien-être. Ces domaines représentent à la fois des défis pressants et des leviers puissants pour des transformations durables et inclusives.

Notre intervention se déploie principalement en Afrique francophone, où agir sur ces enjeux offre une opportunité stratégique d'accélérer le progrès social, économique et humain et de générer un impact profond et durable.

Emplois décents

Dans le cadre de cette priorité, nous nous efforçons de créer des opportunités d'emploi décentes et durables en nous concentrant sur des secteurs clés tels que l'agriculture. Nous nous intéressons également aux systèmes et aux politiques éducatifs, qui sont des facteurs essentiels pour l'emploi. Nous visons à soutenir les décisions fondées sur des données probantes qui élargissent l'accès à l'emploi et renforcent l'inclusion économique, en particulier pour les jeunes et les femmes.

Exemple 1. Créer des emplois dans l'agriculture grâce à des données factuelles et à des partenariats

ACED a développé et testé un modèle d'agro-entrepreneuriat pour les jeunes, fondé sur des données probantes, qui fonctionne de manière autonome depuis 2020 et crée des emplois durables dans l'agriculture. Testé dans le cadre d'initiatives

d'agriculture urbaine dans les grandes villes du Bénin et conçu en collaboration avec les autorités locales, le ministère de l'Agriculture et des partenaires de recherche, ce modèle a montré comment l'agriculture peut offrir de réelles opportunités d'emploi lorsqu'elle est guidée par des données probantes et un engagement politique. Fort de ce succès, ACED s'est associé à la Fondation Mastercard pour créer 16 000 emplois pour les jeunes dans les chaînes de valeur du riz au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo d'ici 2030, transformant ainsi le potentiel agricole en opportunités de subsistance.

Égalité des genres

Nous visons à faire progresser l'égalité des genres en veillant à ce que les politiques publiques et les systèmes de développement répondent aux besoins et aux priorités spécifiques des femmes et des filles. Nous nous efforçons d'intégrer la dimension genre dans tous les processus d'élaboration des politiques, tout en soutenant les efforts ciblés qui favorisent l'autonomisation économique des femmes et s'attaquent aux inégalités structurelles. En traduisant les connaissances en actions, nous contribuons à créer des systèmes plus inclusifs qui favorisent l'égalité des chances pour tous.

Exemple 2. Nos interventions en faveur de l'autonomisation économique des femmes

Au Bénin et au Togo, ACED a soutenu l'autonomisation économique des travailleuses informelles grâce à une initiative collaborative axée sur l'élaboration de politiques de garde d'enfants et de mécanismes de protection sociale adaptés à leurs besoins. Ce travail a été mené en étroite collaboration avec les ministères chargés des affaires sociales, des chercheurs et des organisations représentant les femmes dans l'économie informelle. Dès le début, les acteurs politiques ont été intégrés au

processus, non seulement en tant que destinataires des résultats de la recherche, mais aussi en tant que co-concepteurs. Ils ont contribué à formuler les questions, à définir le cadre de la recherche et à participer à sa mise en œuvre. Cette approche inclusive a permis d'intégrer diverses formes de connaissances, allant des perspectives institutionnelles aux expériences vécues par les femmes travaillant dans le secteur informel. ACED a fourni une assistance technique ciblée afin de soutenir la traduction des connaissances générées en contributions politiques exploitables. Elles serviront ainsi de base aux réformes des systèmes de protection sociale et des politiques de garde d'enfants, garantissant qu'ils soient plus inclusifs et mieux adaptés à la réalité des travailleuses informelles.

Bien-être

ACED promeut le bien-être humain en soutenant les politiques et les pratiques qui favorisent la durabilité environnementale et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Nous travaillons sur l'économie de la nature afin de promouvoir des solutions favorables à la biodiversité et la biodiversité urbaine, en reconnaissant le lien vital entre un environnement sain et le bien-être public.

Parallèlement, nous soutenons l'agriculture durable et les systèmes alimentaires équitables afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Dans ces deux domaines, nous veillons à ce que les connaissances pertinentes soient produites, accessibles et utilisées pour éclairer l'élaboration de politiques inclusives et durables.

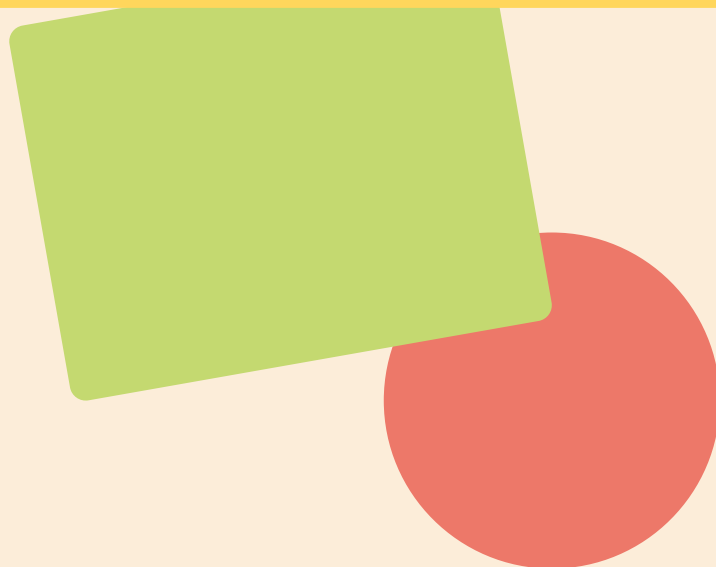
Exemple 3. Notre intervention pour intégrer la nature dans la planification et la gestion urbaines

Depuis 2021, ACED dirige un programme régional sur la nature dans les villes, qui vise à identifier et à restaurer les infrastructures vertes, à améliorer les espaces verts

et forestiers urbains, à promouvoir la biodiversité, à atteindre zéro artificialisation nette des sols, à réduire les îlots de chaleur en milieu urbain, à améliorer la qualité de l'air et à accroître l'accès à la nature pour les citoyens, contribuant ainsi à la résilience climatique urbaine.

Afin de garantir que ces initiatives éclairent et inspirent les politiques et les pratiques, nous collaborons étroitement avec les autorités municipales, le ministère chargé de l'environnement, les chercheurs et les urbanistes du Bénin afin de générer des connaissances exploitables. Cela comprend des données sur les services et les désavantages écosystémiques dominants, la couverture forestière, les trouées dans le couvert forestier et l'état de la biodiversité urbaine.

D'autres études et expériences sur le terrain sont en cours afin d'évaluer les modèles de gestion des espaces verts urbains, tels que les biens publics ou les biens de club, et d'identifier et de caractériser différentes approches pour intégrer la nature dans les villes. L'ensemble des connaissances ainsi acquises, co-créées sous différents formats avec les acteurs politiques, contribue à soutenir une planification urbaine et une gouvernance environnementale fondées sur des données factuelles.



Approche de mise en œuvre

Nous faisons tout cela dans le cadre d'une approche multipartite. Nous commençons toujours par le défi socio-économique ou pratique que nous voulons relever, en démontrant la nécessité et l'urgence d'agir. Ensuite, nous identifions et réunissons tous les acteurs politiques concernés et les groupes d'intérêt touchés par le défi et susceptibles d'être affectés par la solution politique. Nous exploitons les connaissances existantes provenant de diverses sources pour susciter des discussions et co-créer de nouvelles connaissances qui conduisent à des solutions concrètes au défi socio-économique.

Nous réfléchissons et nous agissons. Nous ne nous appuyons pas uniquement sur une enquête de quatre semaines, menée auprès d'entrepreneurs pour formuler des recommandations politiques. Au contraire, nous mettons en place de véritables programmes d'entrepreneuriat afin de collecter des données pratiques et concrètes. Nous ne sommes pas seulement des observateurs et des chercheurs : nous nous impliquons dans l'expérience et apprenons par la pratique. Nous concevons et mettons en œuvre des programmes de développement concrets afin d'atteindre deux objectifs : améliorer de manière tangible la vie des personnes les plus vulnérables et mener des recherches sur la mise en œuvre afin de générer les connaissances nécessaires à la conception et à la mise à l'échelle de solutions efficaces.

Nous nous concentrons principalement sur l'utilisation des connaissances plutôt que sur la production de nouvelles recherches. Notre objectif est de combler le fossé entre la connaissance et l'action en synthétisant, contextualisant et reformulant les données existantes afin qu'elles deviennent

compréhensibles, pertinentes et utiles pour les décideurs politiques et les praticiens. Ce faisant, nous veillons à ce que les recherches précieuses ne restent pas sous-utilisées, mais qu'elles éclairent les décisions prises dans le monde réel et favorisent des changements significatifs.

Nous sommes proches des décideurs politiques et des praticiens. Nous investissons du temps et des ressources dans le développement de relations avec les acteurs politiques afin de comprendre leurs priorités et leurs défis, et d'identifier la meilleure façon de les soutenir. Nous reconnaissons que, pour être efficaces, nous devons comprendre les contextes culturels, émotionnels et institutionnels dans lesquels ils travaillent. En nous alignant sur leurs objectifs et leurs opportunités, nous visons à offrir des outils et des ressources pertinents et opportuns qui soutiennent des actions éclairées et efficaces.

Nous développons les capacités : nous renforçons les compétences des producteurs de connaissances, des intermédiaires et des utilisateurs finaux afin d'améliorer la prise de décision fondée sur des données probantes. Nous identifions les défis spécifiques en matière de capacités et développons différentes formes d'approches et d'outils de renforcement des capacités sur mesure pour les résoudre. Il peut s'agir de cours en ligne, de formations courtes en présentiel, d'apprentissage par l'expérience, de mentorat ou de programmes de renforcement des capacités plus structurés.

Nous encourageons également l'apprentissage collaboratif et le partage des connaissances au sein de l'écosystème politique. Nous documentons activement notre apprentissage et celui de nos partenaires, et organisons des événements pour promouvoir le partage des connaissances entre les parties prenantes des écosystèmes. Notre forum « Evidence Policy Action



Nous reconnaissons que, pour être efficaces, nous devons comprendre les contextes culturels, émotionnels et institutionnels dans lesquels les acteurs politiques et les praticiens travaillent.

Forum », que nous organisons depuis 2019, est un bon exemple d'une telle plateforme, où les parties prenantes peuvent échanger des idées, créer des liens et créer une dynamique sur la manière de rendre les connaissances plus pertinentes, accessibles et applicables pour résoudre les défis du développement en Afrique.



Mesurer notre impact : comment savoir si nous avons réussi ?

Nous reconnaissons que mesurer l'impact tangible du travail lié aux connaissances sur les résultats en matière de développement est intrinsèquement complexe. C'est pourquoi notre système de suivi et d'évaluation va au-delà du simple suivi des résultats, tels que le nombre de demandes de notes d'information ou de téléchargements de ressources. Il met davantage l'accent sur la documentation des changements significatifs dans les processus, notamment les changements d'attitudes, de pratiques et de comportements institutionnels.

Nous avons également défini un certain nombre de questions et d'indicateurs qui nous permettent de savoir si nous sommes en bonne voie pour contribuer positivement aux processus et aux résultats politiques. Voici quelques exemples de questions que nous nous posons et que nous posons à nos partenaires :

Conception et adoption du programme de recherche

- Combien de demandes de conception d'agendas de recherche avons-nous reçues, et de quels types de parties prenantes ou d'institutions proviennent-elles ?
- Combien d'agendas de recherche ont été élaborés ou facilités conjointement ?
- Dans quelle mesure les producteurs de connaissances alignent-ils leurs efforts de recherche sur les priorités identifiées dans ces agendas ?

- Les acteurs politiques allouent-ils des budgets ou des ressources pour soutenir les activités de recherche alignées sur ces agendas ?

Demande et utilisation des contributions politiques

- Y a-t-il une demande croissante parmi les acteurs politiques pour des produits de connaissance tels que des notes d'information, des notes de solutions ou des résumés de connaissances ?
- Dans quels contextes et à quelles fins ces contributions politiques ont-elles été utilisées ?
- Peut-on trouver des exemples spécifiques où ces apports ont influencé la formulation, la mise en œuvre ou l'évaluation des politiques ?

Transfert des connaissances et innovation

- Dans quelle mesure les décideurs politiques sont-ils réceptifs à nos stratégies innovantes de transfert des connaissances ?
- Les chercheurs sur le terrain adoptent-ils ou testent-ils des méthodes de transfert innovantes qui vont au-delà de la diffusion traditionnelle ?
- Quels sont les soutiens ou les conditions qui favorisent l'adoption de méthodes innovantes de transfert des connaissances ?

Influence sur les politiques et la prise de décision

- Notre travail influence-t-il de manière significative les politiques, les stratégies ou les interventions ?
- À quelles étapes du cycle politique (définition des priorités, formulation, mise en œuvre, évaluation) nos contributions ont-elles le plus d'influence ?
- Dans quelles conditions (par exemple, timing, engagement des parties prenantes, climat politique) ces changements ont-ils tendance à se produire ?



L'organisation qui assurera la mise en œuvre

Nous construisons une organisation solide et tournée vers l'avenir, capable de remplir sa mission qui consiste à rendre les connaissances pertinentes, accessibles et applicables pour le développement durable de l'Afrique. Notre approche repose sur les principaux moteurs suivants :

Mobiliser des ressources humaines diversifiées : des ressources humaines de haute qualité sont essentielles pour agir de manière efficace, optimale et opportune. Afin de s'aligner sur notre ambition renouvelée, ACED doit renforcer et restructurer son équipe. Cela implique la constitution d'un groupe d'experts diversifié, hautement performant et transdisciplinaire, comprenant des chercheurs, des analystes politiques, des scientifiques spécialisés dans les données et des communicateurs scientifiques et politiques, capable de stimuler l'innovation, de garantir la rigueur et de soutenir la mise en œuvre réussie de nos priorités stratégiques.

Développer des partenariats stratégiques : la collaboration avec les parties prenantes concernées est au cœur de notre travail. Jusqu'à présent, nos efforts se sont principalement concentrés sur les acteurs politiques, avec moins d'importance accordée au soutien et à la facilitation des organisations. À l'avenir, nous continuerons à nous concentrer sur les principaux acteurs politiques, en particulier ceux qui jouent un rôle actif et décisif dans le cycle politique, notamment les décideurs politiques aux niveaux local et central, les praticiens et les institutions universitaires.

Outre les acteurs politiques, nous reconnaissons et apprécions également le rôle important que jouent les organisations de soutien et d'habilitation telles que les agences de développement, les acteurs du secteur privé et les groupes de réflexion tout au long du processus politique. ACED s'engage à identifier de manière proactive ces acteurs et à établir des partenariats avec eux pour mener des initiatives conjointes.

Exploiter le pouvoir de l'intelligence artificielle : l'IA recèle un potentiel transformateur qui peut améliorer la manière dont nous générons et traduisons les connaissances en politiques et en pratiques. À ce jour, notre utilisation de l'IA a été limitée et ponctuelle. À l'avenir, ACED s'engage à intégrer l'IA de manière éthique et stratégique dans l'ensemble de ses programmes et opérations. Nous souhaitons l'utiliser pour renforcer la collecte et l'analyse des données, anticiper les tendances en matière de développement, adapter les recommandations politiques et faciliter une prise de décision plus réactive et plus efficace, en veillant toujours à ce qu'elle complète, plutôt que remplace, l'expertise humaine.

Investir dans le développement organisationnel : Afin de maintenir et de renforcer notre impact, nous améliorons continuellement nos systèmes et processus internes. Cela comprend le renforcement de la gouvernance, l'optimisation de la gestion des connaissances, l'amélioration du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage, et l'utilisation de la technologie pour améliorer l'efficacité et la transparence. En favorisant une culture d'apprentissage et d'innovation, nous veillons à ce que ACED reste agile et adaptable dans un environnement en rapide évolution.

Renforcer la résilience et l'autonomie financières :
pour fonctionner efficacement au sein de l'écosystème

politique, il faut faire preuve de réactivité, d'adaptabilité et d'indépendance, trois qualités qui dépendent de la résilience financière. Dans un contexte de financement de plus en plus contraignant, ACED s'engage à renforcer son autonomie financière en diversifiant ses sources de financement, en cultivant des partenariats stratégiques et en développant des activités génératrices de revenus. Grâce à une planification financière proactive et durable, nous visons à réduire notre dépendance à l'égard de sources de financement limitées, à améliorer notre agilité et à garantir la liberté de poursuivre notre mission avec intégrité et un impact à long terme.



Nos principes directeurs

Agilité. Nous privilégions l'agilité dans notre travail, en veillant à disposer des ressources et de la connaissance du contexte nécessaires pour nous adapter aux besoins évolutifs de nos parties prenantes. Notre approche reste flexible et réactive aux défis du monde réel.

Durabilité. Les interventions de ACED sont conçues pour avoir un impact à long terme, en dotant les parties prenantes des capacités et des ressources nécessaires pour poursuivre les initiatives au-delà de notre implication directe. Nous privilégions les solutions qui perdurent et se développent sans soutien externe continu.

Impact. L'impact est au cœur de tout ce que nous faisons. Nous recherchons en permanence des moyens de maximiser les effets à long terme de notre travail et de les mesurer, en veillant à ce que nos interventions débouchent sur des solutions politiques significatives, durables et optimales, ainsi que sur des impacts mesurables.

Partenariat. Relever des défis complexes en matière de développement nécessite une collaboration solide. Nous encourageons activement les partenariats inclusifs, en créant les conditions et les incitations nécessaires pour que toutes les parties prenantes contribuent efficacement aux processus politiques.

À propos de ACED

Le Centre africain pour le développement équitable (ACED) est un groupe de réflexion et d'action à but non lucratif présent en Afrique francophone, dont la mission est de transformer les connaissances en actions concrètes au service d'un développement inclusif et durable. Bien que de nombreuses connaissances soient produites sur le continent, elles peinent encore à éclairer pleinement la prise de décision, faute d'être adaptées aux priorités politiques, facilement accessibles ou soutenues par des mécanismes institutionnels permettant leur utilisation. Ce décalage entraîne des politiques sous-optimales, une allocation inefficace des ressources et un ralentissement des progrès vers un avenir plus juste et durable.

Pour y répondre, ACED renforce la pertinence, l'accessibilité et l'utilisation des connaissances afin d'améliorer les politiques publiques et les pratiques de développement, en mettant particulièrement l'accent sur trois priorités : l'emploi décent, l'égalité de genre et le bien-être des populations.

Nos interventions s'articulent autour de trois piliers fondamentaux :

- **Renforcer la pertinence des connaissances** en co-crédant des agendas de recherche et des notes de synthèse alignés sur les besoins politiques réels, et en générant des informations exploitables grâce à des recherches axées sur la mise en œuvre.
- **Améliorer l'accessibilité des connaissances** en simplifiant les résultats de recherche complexes et en les diffusant dans des formats clairs, inclusifs et adaptés au public.
- **Promouvoir l'utilisation des connaissances** en intégrant les données probantes dans les processus d'élaboration des politiques grâce à des conseils personnalisés, un soutien institutionnel et des efforts de réforme systémique.

Grâce à des partenariats stratégiques et à un engagement profond dans les écosystèmes politiques, ACED contribue à transformer les données probantes en solutions pratiques qui améliorent la vie dans toute la région.

Pour en savoir plus sur nous et notre travail, rendez-vous sur www.acedafrica.org ou envoyez-nous un e-mail à contact@acedafrica.org .



 **ACED**



@acedafrica